

Des travaux et des fouilles inédites vont être lancés au coeur de la Collégiale Saint-Vincent

BELGIQUE
La Libre

La Collégiale de Soignies a besoin d'être entretenue, notamment dans sa partie la plus ancienne. Voici ce qui est prévu.

LORE THOUVENIN

La Collégiale Saint-Vincent domine le paysage sonégien depuis le XI^e siècle. De style roman primitif, c'est un véritable bijou de patrimoine — d'ailleurs repris

fouilles archéologiques sera menée sous les conduites, dans l'une des parties les plus anciennes et encore méconnues de la Collégiale », annonce Fabienne Winckel. Il s'agit du chœur, particulièrement remarquable. Cette mis-



DH
LES SPORTS⁺

aille la teneur des travaux. © D.C.

FOOT – TOUR FINAL INTERPROVINCIAL

LE SOIR

Soignies attire un nouveau renfort

ACTV
ANTENNE CENTRE TELEVISION

Revue de presse du Mardi 18 août 2026

HISTORIQUE : SOIGNIES EST SACRÉ CHAMPION DE BELGIQUE !

Le Rugby Club Soignies a enfin touché au but. Opposés au BRC en finale des play-offs de D1, les Sonégiens se sont imposés 30-22 au terme d'une rencontre disputée et décrochent un titre qui vient récompenser une saison parfaite.



DT4 – Bibliothèques, ludothèque & EPN

LA GAZETTE
NOUVELLE



ENSEIGNEMENT

La Ligue des Familles a interrogé 1146 parents et les changements font craindre un sérieux coup dans le portefeuille.

La facture s'annonce salée pour les parents. À quelques jours de la reprise des cours, la Ligue des Familles dévoile une grande enquête sur les frais scolaires. D'après les réponses de 1.146 familles interrogées, les parents ont payé pour la rentrée scolaire 2025-2026 en moyenne 70€ pour un enfant en maternelle, 188€ pour un élève en primaire (1e-2e-3e année), 285€ pour les dernières années primaires et 578€ pour les secondaires.

Le coût passe à 920 € pour un ado scolarisé dans le technique de qualification et 973 € dans le professionnel. *"En secondaire, il ne devrait pas y avoir de changement pour cette rentrée. Pareil en maternelle et le début des primaires. La plus grosse inconnue se situe chez les 4e, 5e et 6e primaires",* commente Merlin Gevers, chargé d'études à la Ligue.

■ 102€ de petit matériel

La gratuité des fournitures scolaires est étendue aux 4e et 5e primaires mais

avec une enveloppe beaucoup plus réduite. Jusqu'à l'année dernière, les écoles primaires recevaient 77€ par enfant. À partir de cette rentrée, le montant est divisé par trois: les écoles auront 29€ par enfant. Or les parents d'enfant en fin de primaire ont déboursé en moyenne 102€ en cahiers, classeurs, crayons, intercalaires, etc.

■ Une famille sur quatre paie plus de 204€ en manuels.

"Où les écoles iront-elles chercher ces moyens?", s'interroge Madeleine Guyot, directrice générale de la Ligue. *"Déjà l'an dernier, plus de 90% des familles réutilisaient du matériel scolaire d'une année à l'autre. Pour financer le surplus, les écoles devront rogner sur d'autres postes importants... à moins qu'elles augmentent d'autres frais mis à charge des parents."*

Face à cette réalité, plusieurs écoles ont déjà demandé aux parents s'ils ac-

ceptaient de payer les fournitures scolaires de leur enfant parce qu'elles ne seraient pas en mesure d'équiper tout le monde. *"C'est illégal et ne pas respecter la loi présente de gros risques car l'école doit respecter la gratuité pour avoir la dotation",* souligne Merlin Gevers.

■ Manuels obligatoires?

"La rentrée coûte extrêmement cher par rapport à tout ce qu'il y a à payer. L'inflation a joué sur les années précédentes mais certains postes ont fortement augmenté", pointe Merlin Gevers.

Le matériel de sport est passé de 26€ en maternelle, 38€ en primaire et 60€ en secondaire à respectivement 38€, 71€ et 90€ en quatre ans (2022-2026). Les livres scolaires n'échappent pas à une augmentation. C'est en secondaire que ça coûte le plus cher avec une famille sur quatre qui en a pour plus de 204€. *"Les livres que l'on doit acheter sont hors de prix! 400€ pour un enfant..."*, commente un parent.

Pourtant, la loi est très claire. *"En secondaire, bien que la plupart des écoles font payer les manuels scolaires, c'est interdit. Une école peut demander des frais de ges-*

■ L'école est loin d'être gratuite pour les parents, peu importe le niveau et la filière.

© PHOTO NEWS

tion pour le système de prêt mis en place ou organiser un achat groupé pour des manuels disponibles à la totalité des élèves. Mais la dure réalité est tout autre", détaille Merlin Gevers.

■ Repas chauds

Selon le baromètre des parents, deux familles sur trois sont en difficulté à un moment donné de l'année à cause du coût de la scolarité. Le repas chaud représente un poste important en primaire et les prix ont fait x 1,5 par rapport à 2022.

Ce constat renforce les inquiétudes de la Ligue pour les 429 écoles de milieux défavorisés qui offraient un repas chaud, sain et durable grâce au projet financé par la Fédération Wallonie-Bruxelles. *"Le financement est largement tari. Les écoles avaient 3,70€ par élève et n'ont plus que 0,43€",* déplore Merlin Gevers.

Alors que c'est interdit, le voyage scolaire a été pré-

senté comme obligatoire pour six élèves secondaires sur dix. Or le coût varie très fort d'un établissement à l'autre. 25% des familles ont payé plus de 389€ en primaire et plus de 676€ en secondaire. *"Pour lutter contre les coûts excessifs et payer un prix socialement acceptable, il faut un plafond sur six ans",* argue Merlin Gevers.

Si les parents parlent de 482€ en primaire et 737€ en secondaire, la Ligue estime que 527€ en primaire et 903€ en secondaire correspondent davantage à la réalité économique du terrain.

La Ligue appelle la ministre de l'Éducation Valérie Glatigny (MR) à contrôler l'application de la gratuité scolaire, à l'évaluer et à ajuster les montants si nécessaire pour correspondre aux besoins. *"Ce n'est pas ça qui va changer la direction budgétaire du gouvernement mais c'est une énorme différence pour les familles",* conclut Merlin Gevers.

Zhen-Zhen Zveny

COÛT MOYEN D'UNE ANNÉE SCOLAIRE

Coût et % des élèves qui paient ces frais	MATERNEL	PRIMAIRE 1-2-3	PRIMAIRE 4-5-6	SECONDAIRE GÉNÉRALE DE TRANSITIONS ET COMMUN	SECONDAIRE TECHNIQUE DE QUALIFICATION	SECONDAIRE PROFESSIONNEL
Petit matériel 	65 € (22 %)	68 € (39%)	102 € (83 %)	151 € (96%)	151 € (96%)	151 € (96%)
Cartable et plumier 	53 € (55 %)	106 € (66%)	106 € (66%)	105 € (62%)	105 € (62%)	105 € (62%)
Matériel de sport, gym natation 	38 € (57 %)	71 € (92%)	71 € (92%)	90 € (83%)	90 € (83%)	90 € (83%)
Manuels et livres 	59 € (7 %)	68 € (19%)	58 € (49%)	156 € (85%)	150 € (84%)	150 € (84%)
Matériel informatique 	/	324 € (9 %)	324 € (22%)	333 € (73%)	333 € (73%)	333 € (73%)
Matériel spécifique à l'option qualifiante	/	/	/	/	266 €	319 €
Photocopies 	/	91 €	91 €	79 €		
Repas chauds (mensuel) 	78 €	83 €	83 €	87 €		
Garderie de midi (mensuel)	19 €	18 €	18 €	/		
Garderie du matin et du soir (mensuel)	31 €	34 €	/	/		
Sorties scolaires d'une journée 	38 €	89 €	93 €	131 €		
Voyage scolaire 	90 €	304 €	304 €	471 €		



Source : Ligue des Familles

IPM GRAPHICS



La mauvaise surprise de la rentrée pour les parents : un manque de 73 €

Alors qu'on assiste à une diminution des financements pour la gratuité scolaire, la Ligue des Familles alerte sur l'augmentation des frais à charge des parents.



SABRINA
BERHIN

Journaliste

Voici plusieurs mois déjà, les directions d'école alertaient : avec la baisse du montant disponible pour mettre à disposition gratuitement le matériel scolaire, il allait falloir trouver des parades. Et les calculs de la Ligue des Familles, basés sur une enquête auprès de plus de 1.000 familles, ne rassurent pas. À la rentrée 2025, les parents qui ne bénéficiaient pas de la gratuité ont dû dépenser entre 65 (maternel) et 102 euros (4^e, 5^e et 6^e primaires) pour l'achat du petit matériel scolaire (hors plume et cartable).

Or, les écoles ne disposent plus que de 21 euros par élève en maternel et 29 euros en primaire. « Entre la réalité et le montant prévu, il manque... 73 euros. Où les écoles vont-elles aller chercher la différence ? », inter-

roge la Ligue des Familles. « Le risque est important que de nombreuses écoles doivent sacrifier dans d'autres postes et reporter le coût autrement sur les élèves et leurs parents », estime-t-elle. Elle craint par ailleurs que de nombreuses écoles « ne respectent pas la loi et demandent aux parents de payer du matériel qu'elles sont censées fournir ».

LA LOI BAFOUÉE ?

Car ce non-respect de la loi, déjà pointé du doigt par le passé, est une autre réalité. Selon l'enquête, un élève de maternelle sur cinq payait encore des frais de petit matériel. La situation se normalise mais le respect total n'est pas encore atteint alors que le système est en place depuis 2022. Dans les trois premières années du primaire, 4 élèves sur 10 payaient encore et toujours. La Ligue des Familles demande donc d'inspecter la mise en œuvre de la gratuité et d'adapter les financements au besoin.

L'enquête pointe d'autres postes problématiques. Notamment l'acquisition de matériel informatique. La question vise plus spécifiquement les élèves du secondaire. « Pour 29 % d'entre eux, l'école demande la possession individuelle de matériel informatique pour

La Ligue demande de revenir à l'interdiction de réclamer du matériel informatique payant aux familles

suivre les cours. Pour 2/3 d'entre eux, cette demande est présentée comme obligatoire. » Or, pointe la Ligue des Familles, « il est rigoureusement interdit par le législateur d'obliger les parents à faire l'achat d'un ordinateur ou d'une tablette, cela ne peut être que proposé ».

87 EUROS POUR MANGER

Le coût n'est pas anodin : 333 euros en moyenne. La Ligue demande donc de revenir à l'interdiction de réclamer du matériel informatique payant aux familles. Autre élément qui fâche : le coût des repas scolaires. Y



Trop chère, l'école ? © Montage SI

avoir recours tous les jours engendre des dépenses moyennes de 78 € en maternelle à 83 € en primaire et 87 € en secondaire. Là encore, les craintes sont grandes au regard de la fin du système des repas scolaires gratuits par appel à projets. « Les écoles peuvent encore utiliser des fonds pour financer des repas mais le subside moyen passe de 3,7 à 0,43 € en moyenne », regrette la Ligue. La ministre Valérie Glatigny a toutefois toujours précisé que les écoles étaient libres d'y consacrer davantage de moyens. Mais c'est une question de choix et nécessite probablement de rogner sur d'autres postes.

Les sorties scolaires pèsent aussi sur les finances des fa-

milles. La Ligue des familles réclame d'ailleurs la mise en œuvre de l'obligation décréte de leur plafonnement au-delà de l'enseignement maternel. « En moyenne, les parents d'élèves du secondaire ont déboursé 131 € de frais d'excursion sur l'année, suivis des parents d'élèves de fin de primaire ayant dépensé en moyenne 93 €, de ceux d'élèves de début de primaire ayant dépensé en moyenne 89 € et de ceux de maternelle 38 €. » Cela sans compter les voyages dont le coût moyen est, selon l'enquête, de 401 euros.

Enfin, la Ligue des Familles aimerait voir disparaître la surveillance payante du temps de midi (près de 20 € par mois) dans 3 cas sur 10 dans le fondamental. ■

Fortunes diverses pour les Centraux en Coupe du Hainaut

Les équipes du Centre ont fait leurs premiers pas en Coupe du Hainaut ce week-end.

La compétition a repris ses droits ce week-end pour la plupart de nos équipes du Centre. Si certaines d'entre elles sont aussi engagées en Coupe AWBB, histoire d'avoir davantage de matches dans les jambes à quelques semaines de la reprise du championnat, la compétition provinciale représente un réel enjeu sportif pour quelques-uns de nos représentants.

Chez les messieurs, les choses ont commencé dès vendredi avec le choc du Centre entre le BCJ Ressaix, qui partait avec +5, et le BBC Brainois, qui a su faire son retour pour s'imposer 58-69 (poule E).

Dans la poule F, c'est un autre duel 100 % central qui était proposé et qui a vu l'UBC Binche l'emporter 56-114 au BCPC Bracquegnies, qui partait avec +10. Ce samedi, la JS Soignies fera son entrée en lice dans la compétition en recevant à 19h30 les Bracquegnierois, qui partiront avec +8.

Le DPK Carnières Morlanwelz a lui aussi réussi son entrée en matière face à la JS Cuesmes (104-54 avec une avancée de 16 pts pour les Montois au coup d'envoi). Dans cette poule G, la première journée avait débuté une semaine plus tôt, Cuesmes (+24) s'inclinant au RCBE 2000. Mardi prochain, le DPK aura 8 unités d'avance



Quatre matchs de Coupe du Hainaut sont à revivre en Images ! © J. Trips

au moment d'entamer sa rencontre sur le parquet d'Erquelinnes pour la première place du groupe.

Enfin, dans la poule O, Enghien a très bien négocié son déplacement à la Royale-Fraternité (Herseaux), qui a rapidement vu son avance initiale (+10) fondre, le marquoir affichant 67 à 114 pour la JSE au décompte final.

DAMES : PÉRONNES ET SOIGNIES S'IMPOSENT

Chez les dames, l'ABC B Péronnes, déjà victorieuse en Coupe AWBB face à Ganshoren la veille, a bien maîtrisé sa rencontre à Courcelles B (+5) pour l'emporter 55 à 78

dans la poule A.

Dans la poule B, Le BBC Brainois A fera son entrée en lice samedi à 19h00 face à l'UBLF (Lessines Flobecq), qui partira avec +8. Dans la poule C, Ressaix recevra Pont-de-Loup C (+8) samedi à 18h00.

Enfin, dans la poule D, la JS Soignies a gagné son premier match à l'UBC Binche 40 à 82 (+10 pour les Binchoises au coup d'envoi).

L.R.

À noter : revivez les rencontres masculines Ressaix - Braine, Bracquegnies - Binche et Carnières Morlanwelz - Cuesmes ainsi que les matches des dames Soignies - Binche en photos et vidéos sur sudinfo.be (Centre, sport).

LE SOIR

Gratuité des fournitures scolaires : le casse-tête des écoles

La gratuité des fournitures s'étend aux 4^e et 5^e primaires, mais avec des moyens dédiés fortement réduits. Une enquête de la Ligue des familles montre que, du primaire au qualifiant, la note reste lourde pour les familles et... les écoles.

JULIE HUON

A quelques jours de la rentrée, les listes de fournitures reviennent avec leur cortège de cahiers, fardes à rabats, intercalaires, bâtons de colle, compas et équerres Aristo. Mais cette année, un paradoxe saute aux yeux : si, en Fédération Wallonie-Bruxelles, la gratuité du petit matériel scolaire s'étend aux 4^e et 5^e primaires, dans le même temps, les moyens spécifiquement consacrés à ces fournitures ont été fortement rabotés. C'est le principal point d'alerte de la nouvelle enquête de la Ligue des familles sur le coût de l'école, la première enquête du genre depuis 2022.

Où l'on constate que, jusqu'ici, pour chaque élève couvert par la gratuité (soit de la 1^e à la 3^e primaire) les écoles disposaient de 77 euros par élève pour ces achats. Or, en 2026-2027, le budget dédié ne représente plus que... 29,42 euros par enfant. Les établissements devront donc trouver le complément dans leurs dotations générales de fonctionnement.

Et le défi pourrait être de taille. Comparaison n'est pas raison, mais l'an dernier, dans les 4^e, 5^e et 6^e primaires – qui n'étaient donc pas incluses dans le dispositif de gratuité –, le petit matériel acheté par les familles coûtait en moyenne 102 euros par enfant. Soit

près de 73 euros d'écart avec le budget spécifique désormais prévu. Un quart des familles avait même déboursé plus de 135 euros, alors que 94 % réutilisaient déjà du matériel d'une année à l'autre.

C'est ce casse-tête budgétaire pour les écoles que met en avant la Ligue des familles dans sa nouvelle enquête, menée auprès de 1.146 parents sur les frais de rentrée 2025-2026, puis auprès de 1.036 sur ceux payés durant l'année.

Côté parents, la facture augmente avec l'âge. En tenant compte du matériel réutilisé ou acheté d'occasion et de l'ensemble des achats de rentrée, le coût moyen réel atteint pas moins de 578 euros dans le secondaire général, 920 euros en technique de qualification et 973 euros dans le professionnel. Dans le qualifiant, au cartable s'ajoute parfois une véritable boîte à outils : mallette de couteaux, ciseaux, tenue de travail, chaussures de sécurité, tissu pour les exercices de couture, etc. Selon la Ligue, environ sept écoles qualifiantes sur dix mettent encore à charge des familles certains de ces équipements qui devraient être fournis gratuitement.

Un très gros poste, enfin : l'ordinateur. En secondaire, 29 % des élèves se voient demander explicitement un ordinateur ou une tablette personnels. Pour 44 % d'autres, l'école ne l'exige

pas officiellement, mais l'équipement est nécessaire en pratique pour travailler. Une obligation de fait, alors que la loi interdit d'imposer cet achat aux familles.

L'addition ne s'arrête pas à la rentrée : au fil de l'année s'ajoutent encore excursions et voyages scolaires, repas, surveillance du temps de midi ou garderies... L'enquête relève enfin des frais qui ne devraient pas être réclamés : 13 % des parents d'élèves du secondaire disent avoir payé des frais d'inscription, et 40 % paient plus de 75 euros de photocopies, soit au-delà du plafond légal. La gratuité scolaire progresse donc dans les textes. Pour les familles, la facture, elle, reste bien réelle.

Enfin, encore faut-il pouvoir prévoir la dépense. Près de quatre parents sur dix (38 %) disent ne pas avoir reçu, en début d'année, d'estimation des frais scolaires à venir, alors que celle-ci est obligatoire. Et parmi ceux qui en ont reçu une, un sur cinq estime qu'elle était incomplète. Une imprévisibilité qui complique forcément le budget familial lorsque viennent ensuite s'ajouter un voyage, une sortie ou, parfois, un ordinateur dont on découvre la nécessité en cours d'année.

Les métiers cachés de l'école qui préparent la rentrée

ENSEIGNEMENT

Horariste, ouvrier, archiviste ou bénévole. Leurs tâches multiples, et souvent invisibles, sont indispensables au bon fonctionnement des écoles. À l'approche de la rentrée, « Le Soir » part à la rencontre de ceux qui travaillent dans l'ombre.

CHARLOTTE HUTIN

Les élèves n'ont pas encore franchi les grilles que, dans les écoles et en dehors, des personnes s'activent pour préparer la rentrée. Certaines s'affairent depuis plusieurs jours, d'autres depuis plusieurs semaines. Leur mission ne consiste pas toujours à préparer des leçons ni à donner cours. Mais sans ces « petites mains », le système scolaire ne pourrait pas fonctionner.

Il y a celles, comme Marie Stalens, qui font tenir des centaines d'élèves et d'enseignants dans une grille horaire, au prix de longues journées d'été. D'autres qui connaissent tous les recoins des bâtiments, pour avoir déjà dû régler mille problèmes, et qui en même temps nettoient, conduisent les élèves de l'internat dans leur école respective. C'est le cas de Sergio Russo aux Marlaire. Ceux qui veillent sur la mémoire de leur établissement, en classant patiemment des décennies de photos, de bulletins et de documents, et qui à l'approche de la retraite passe le flambeau à un collègue. Et celles – souvent des mamans – qui, bénévolement, imaginent les fêtes, fabriquent les décors d'Halloween, Carnaval, Noël pour émerveiller les élèves et contribuer à la cohésion de l'école. « Les enfants nous appellent les tatas », s'amuse Vanessa Gillain et Sabrina Zerbinati.

Ces métiers, fonctions ou engagements pris bénévolement ont un point commun : ils s'exercent largement dans l'ombre. À quelques jours de la rentrée, ces acteurs préparent l'arrivée des élèves. Mais c'est aussi tout au long de l'année scolaire qu'ils font vivre l'école, souvent loin des projecteurs.

PORTRAIT

C.HN

Alors que les couloirs de l'Institut des Dames de Marie sont encore largement déserts, à l'exception de la direction et des ouvriers qui s'activent ici et là, Marie Stalens est la première enseignante à faire sa rentrée. Nous sommes à la mi-août. Cette professeure de sciences a déjà les yeux rivés sur son ordinateur. Sa mission : concevoir les horaires de plus de 700 élèves et 70 enseignants. Elle doit faire tenir dans une même grille les choix d'options, et parfois les desiderata des enseignants. « Certains peuvent demander à commencer à 8 h 30, d'autres à avoir des

cours de deux fois 50 minutes », détaille Marie. Un Tetris géant dans lequel chaque pièce doit trouver sa place.

Pour les aider, Marie et ses deux collègues horaristes disposent d'un logiciel. Mais une grande partie des encodages doit se faire manuellement. « Pour construire un horaire, il faut veiller à énormément de paramètres : tenir compte des enseignants qui travaillent sur d'autres implantations, avoir des groupes équilibrés en nombre d'élèves, limiter les heures de fourche, etc. », détaille Marie. « Il nous faut trois semaines pour faire les horaires. »

Le casse-tête des options

Il faut dire que cette école de Woluwe-Saint-Lambert n'a pas fait le choix de la facilité. Afin de mélanger au maximum les élèves, et éviter des classes « élitistes » ou de relégation, les élèves changent constamment de groupe classe. « En 5^e et 6^e secondaires, ils ne

sont ensemble que pour les cours de français, langues et religion », explique Marie. « Le reste du temps, ils sont mélangés avec les autres. En 1^{ère} et 2^e, on limite les changements pour éviter de trop les perturber. »

À cela s'ajoute une multitude d'options, ainsi que le choix de l'immersion ou non. Or, plus l'école veut offrir de choix à ses élèves, plus le travail de l'horariste se complexifie. La directrice Isabelle Warichet assume ce modèle, même si elle reconnaît qu'il devient « de plus en plus difficile de constituer une équipe d'horaristes ».

Le poste suscite pourtant de l'intérêt parmi les enseignants. Mais peu sont prêts à rogner trois semaines de leurs grandes vacances. Chimiste de formation, Marie est également assistante à l'ULB, où elle a repris le 10 août. « Je ne pars jamais pendant l'été, je trouve qu'il fait trop chaud et que c'est trop cher », sourit-elle avant d'ajouter : « J'adore les

énigmes, les casse-têtes. Et si ça peut en plus améliorer l'horaire de mes collègues, c'est tant mieux. »

Marie connaît ses collègues et sait qu'un « bel horaire » ou, au contraire, un « mauvais horaire » peut changer leur année. D'une rentrée à l'autre, les horaristes gardent une liste des collègues qui ont hérité d'un horaire plus difficile pour essayer de les ménager l'année suivante.

Pour les plaintes, la consigne est claire : elles sont renvoyées vers la direction. « Nous sommes des fourmis ouvrières », résume Marie. « On fait notre job au mieux. Mais on ne peut pas satisfaire tout le monde. »

Sans ce travail de l'ombre, l'école ne pourrait pas ouvrir le 24 août. « C'est évidemment une source de stress », admet Marie. « Néanmoins, on a toujours pu avoir un horaire. À la dernière limite parfois, mais un horaire quand même. » Son délai le plus tardif ? Le vendredi après-midi, la veille de la rentrée.



administration Pendant l'été, Marie Stalens a trois semaines pour faire tenir l'école dans une grille horaire

parents Sabrina Zerbinati et Vanessa Gillain,
les petites mains derrière les fêtes de l'école

Dans l'immense grenier de l'école fondamentale annexée à l'Athénée royal de Saint-Servais, à Namur, on trouve un peu de tout : une figurine à l'effigie de la *Star Academy*, des personnages en papier mâchés, des décors de Noël et, surtout, des piles de caisses en carton. Chacune porte son étiquette. Car ici, rien ne se perd : d'un événement à l'autre, les créations sont conservées et réutilisées. Depuis près de dix ans, une poignée de parents (surtout des mamas) accumule ici les coulisses des fêtes de l'école. Halloween, Saint-Nicolas, Noël, carnaval, karaoké, fancy-fair, etc. « Pinterest est notre meilleur ami », sourit Vanessa Gillain. « On ne voit jamais rien en petit. La directrice nous laisse dans notre délire, elle sait bien qu'on y arrive de toute façon. »

Dans cette école namuroise, la « Team parents » compte aujourd'hui sept membres. Ici, pas de cheffe ni de fonction attitrée. Chacune donne de son temps selon ses compétences et ses disponibilités. Vanessa Gillain, éducatrice de formation, s'occupe de la création des décors, quand Sabrina Zerbinati gère la partie administrative. « Nous, on ne travaille pas, donc c'est plus facile », glisse cette dernière. Certaines semaines, elles viennent presque tous les jours, de 8 h 15 à 14 h 30. Pourtant, depuis l'année dernière, leurs enfants respectifs ne sont plus scolarisés dans l'école. « La directrice nous avait demandé, en fin d'année, si on souhaitait rester. On a dit oui. On fait un peu partie des murs », s'amuse Sabrina.

Une présence devenue indispensable

Contrairement à un collectif de parents d'élèves qui peut prendre la forme d'une association de fait ou d'une ASBL, cette « Team parents » n'intervient ni dans le conseil de participation ni, à proprement parler, dans les relations entre les familles et l'école. « On est seulement là pour divertir les enfants », résume Sabrina.

Concrètement, elles choisissent les thèmes, imaginent les animations et les danses, fabriquent les décors et les accessoires, en fonction notamment des demandes des enseignants. Il y a aussi la recherche de sponsors et le démarchage de grands magasins pour obtenir des bonbons, des cadeaux ou des entrées gratuites au zoo. « Avant la création de la "Team parents", il n'y avait que la fancy-fair qui était organisée. Les professeurs n'ont tout simplement pas le temps. Ils préfèrent se consacrer aux apprentissages. »

Cette présence joue un rôle important dans la vie de l'établissement. Les événements participent à l'image de l'école. « L'année passée, la directrice était venue avec plusieurs directeurs d'école pour leur montrer ce qu'on faisait », raconte Sabrina. « Pour certains parents, c'est quand même important qu'il y ait ces festivités. Ça fait partie d'un tout qui aide à la réputation de l'école. »

Leur travail reste entièrement bénévole. Même si leurs enfants ont quitté l'école, Sabrina et Vanessa continuent de s'investir pour faire vivre ces moments aux plus jeunes et voir leurs yeux pétiller. « On ne l'a jamais fait uniquement pour nos enfants », insiste Vanessa, 44 ans, elle-même ancienne élève de l'école. « On reçoit énormément de remerciements, autant des profs que de la directrice et des élèves. »

Pour cette maman au foyer, atteinte de fibromyalgie, cette activité est aussi un moyen de conserver du lien social, avec une souplesse qu'elle n'aurait pas nécessairement dans un emploi rémunéré. « Ici, je viens quand je veux, quand

je sais, selon ma disponibilité. Si un jour ça ne va pas, ce n'est pas grave. Chez un employeur, je ne suis pas sûre que ça fonctionnerait comme ça. » Sabrina abonde : « On ne le voit pas vraiment comme un travail. On se dit qu'on va aller voir les copines. »

Et alors que la rentrée n'a pas encore eu lieu, elles sont déjà en train de penser à l'édition 2026 d'Halloween. « C'est la période la plus intense, parce qu'il y a très peu de temps entre la rentrée et les vacances de Toussaint », explique Sabrina. Comme chaque année, il faudra décorer 150 m² de caves, trouver des idées qui ne feront pas trop peur aux plus petits et distribuer des sachets de bonbons à plus de 300 enfants. Le thème, lui, a déjà commencé à être imaginé pendant l'été. « On essaye de le garder secret jusqu'à la fin, mais il y a parfois des petits curieux. » Dans quelques semaines, les élèves découvriront les décors. Sans forcément savoir qui les a fabriqués.



Vanessa (à gauche) et Sabrina (à droite) sont derrière les animations, qui rythment la vie de l'école.

© MELISSA ROSCA

ouvrier A l'Athénée royal Les Marlares, Sergio Russo est l'homme qui sait tout faire

PORTRAIT

GAYLORD CULOT (ST.)

Il est 6 h du matin, un lundi. L'Athénée royal Les Marlares, à Gosselies, est encore silencieux. Devant l'internat et le long de l'allée qui mène à l'école, Sergio Russo balaie les feuilles mortes sous les grands arbres qui entourent la route. Il vide les poubelles, qu'il jette dans un conteneur. Derrière les pavillons d'entrée, l'homme entre dans la cour de récréation : c'est là que sont garés les deux bus de l'établissement. Il se met au volant, démarre, et transporte les garçons de l'internat qui sont scolarisés en dehors de l'athénée. Les filles, elles, logent ailleurs. Après avoir déposé les élèves dans leur école respective, Sergio Russo revient aux Marlares et entame sa journée d'entretien, jusqu'à 14 h. Voici à quoi ressemble son quotidien durant l'année scolaire. En été comme pendant l'année, Sergio prend ses congés presque en même temps que les élèves, mais il reprend toujours une semaine avant eux.

A l'origine, Sergio ne se destinait pas du tout à ce métier. « J'ai commencé des études de chimiste », explique-t-il « mais je ne les ai pas terminées. » Alors, il cherche un travail. Pendant quatre ans, il s'occupera de pièces automobiles dans un garage. Mais ça ne lui convient pas. Alors, il ouvre une librairie à son propre compte, et s'en occupe une décennie durant. Entre-temps, il subit des « circonstances de la vie ». Il est obligé de changer à nouveau de carrière : cette fois, il travaillera cinq ans dans le bâtiment. A la suite de problèmes de santé, son médecin l'oblige à arrêter. La charge physique de ce métier est devenue lourde, au point d'en devenir dangereuse.

À l'époque, un de ses amis, qui travaille dans le monde scolaire, tombe sur une annonce pour un chauffeur de car. Problème : il n'a pas le permis requis. La directrice de l'époque lui propose alors un marché : s'il obtient le permis avant la fin de l'été, le job est à lui. « J'ai passé le théorique le 12 juin, et le 14 août, j'avais mon permis de conduire pour bus », se souvient-il. C'était il y a 20 ans.

Chez lui, à l'école

Aujourd'hui, Sergio Russo a 58 ans. Il est désormais nommé à temps plein comme chauffeur, ouvrier et responsable des produits d'entretien. Des élèves, internes surtout, parfois placés par le SPJ (Service de protection de la jeunesse) ou le SAJ (Service de l'aide à la jeunesse), il en a vu passer des centaines. L'internat des garçons, il l'a même rénové en partie avec des collègues, en aménageant de

nouvelles chambres au premier étage. Sergio s'occupe aussi de la propreté dans le hall d'entrée, comme du stock de produits d'entretien.

Si l'internat et l'école sont vides en été, pendant l'année, ce sont 60 élèves de maternelle, 260 de primaire et 420 de secondaire qui fréquentent les lieux. Récemment, l'école primaire a entièrement été refaite, dans un bâtiment tout neuf. En secondaire, certaines ailes, devenues dangereuses à cause de l'instabilité du bâtiment, ne servent plus qu'à entreposer. « Je ne sais pas ce qu'ils vont faire de ces bâtiments », admet-il. Des préfabriqués encombrant encore la cour, bien qu'ils soient destinés à être démolis.

Reste qu'à l'école, Sergio est chez lui : il suffit de voir son trousseau composé de dizaines de clefs, cliquetant à chacun de ses pas. Son bureau n'est pas unique, il est à chaque étage, dans chaque bâtiment. Pendant quelques années, Sergio a même conduit à l'entraînement les jeunes basketteurs des Spirou de Charleroi, alors hébergés à l'internat. Pour les

internes, toutefois, les coupes budgétaires annoncées par la Fédération Wallonie-Bruxelles menacent ces excursions, qui sont déjà limitées à 20.000 kilomètres par an, et à moins de 50 kilomètres de l'école. « J'ai bien peur qu'à l'avenir, les écoles et les internats comme nous doivent prendre ça en charge dans leur budget », explique-t-il. Également conseiller communal à Courcelles et membre du PS, Sergio suit de près cette actualité.

Sergio sort ses clefs. La visite de l'école est terminée. Si l'Athénée royal Les Marlares méritait une belle rénovation, Sergio, lui, en a fait son quotidien, malgré un parcours professionnel et personnel qui n'a pas toujours été linéaire. Des problèmes de santé, plusieurs métiers, puis la difficulté de changer de carrière à 38 ans : rien ne l'a empêché d'avancer. « Écoutez, je vais dire la vérité, ça n'a pas toujours été facile pour moi. » Il sourit. « Mais je ne me suis pas laissé faire. » C'est ce qu'apprécient les élèves : l'homme a pu connaître ce qu'ils traversent. Et il travaille pour eux, avec eux, toute l'année. Parlant de l'école comme des élèves, Sergio Russo conclut : « Et j'aime bien ce que je fais, ça, je ne le cache pas. »



A l'heure de la rentrée littéraire, combien de lecteurs reste-t-il en Belgique francophone ?

Qui lit encore de la fiction de nos jours ? La Fédération Wallonie-Bruxelles réalise en ce moment une grande enquête sur la lecture plaisir. De bonnes surprises ne sont pas à exclure.

ALAIN LALLEMAND

C'est de saison : tout cet été et jusqu'au 31 août, la Fédération Wallonie-Bruxelles mène une large enquête sur les pratiques de lecture de fiction en Belgique francophone, les freins et les leviers qui influent sur ces pratiques et les représentations sociales qui y sont liées. Le chantier a été lancé par le Service général des lettres et du livre, et cette enquête s'adresse non seulement à des personnes qui lisent régulièrement des fictions (romans, BD, poésie, textes de théâtre...) mais aussi à ceux qui, pour diverses raisons, lisent peu ou pas du tout. Ouverte à tous les publics, cette enquête en ligne comporte même un portail spécifique pour les 8-12 ans, à remplir en compagnie d'un adulte.

Ces dernières années, les études générales de lecture livrent des résultats plutôt inquiétants, mais il n'est pas exclu que cette enquête réserve des surprises et pas nécessairement mauvaises. Est-on bien sûr que « les jeunes lisent moins » et que « l'essentiel des grands lecteurs est âgé » ?

Un Belge sur trois ne lit jamais

Que sait-on jusqu'ici des habitudes de lecture du Belge francophone ? De 2007 à 2017, selon les études antérieures de l'Observatoire des politiques culturelles (OPC), le nombre de non-lecteurs a légèrement décru : ils représentaient 34 % de la population en 2007, 32 % en 2017. Pas de quoi se vanter, mais c'est plutôt positif.

Même constat rassurant au niveau des lecteurs « moyens » : en 1985, 41 % des Belges francophones avaient lu plus de dix livres sur les douze derniers mois. Ils n'étaient plus que 18 % en 2007, toujours selon l'OPC. Mais en 2022, Statbel remarque que 19 % de la population a lu au moins dix livres (15 % chez les hommes, 24 % chez les femmes). On ne peut donc nier l'affaïssement, mais il semble être ancien.

La question cruciale est de savoir ce qu'il advient des « grands » lecteurs (plus de 20 livres par an). Car en 2024, en France, un baromètre des sociétés d'auteurs et d'éditeurs avait constaté l'affaïssement des grands lecteurs au bénéfice des lecteurs moyens (5 à 19 livres) et petits lecteurs (moins de cinq livres par an). Il n'est pas exclu que la nouvelle enquête belge converge sur ce point.

Les jeunes lisent toujours

La jeunesse belge lit-elle moins ? Pas sûr. En 2017, l'OPC remarquait que les 16-24 ans et les 25-34 ans sont « les moins nombreux » à ne jamais avoir lu de livre sur l'année écoulée. Les 16-24 ans sont attirés par les romans d'aventures, de science-fiction et fantastique, mais ils sont aussi, après les plus de 65 ans, les premiers lecteurs de littérature classique. En 2022, Statbel constate pour sa part que les 18-24 ans lisent autant que les personnes d'âge actif.

Mais là aussi, les études françaises ont de quoi nous inquiéter : en 2025, une enquête du Centre national du livre (CNL) révèle que « 27 % des lecteurs font autre chose en même temps qu'ils lisent ». L'attention des lecteurs est donc régulièrement distraite, et ce penchant est particulièrement fréquent chez les plus jeunes : cela concerne 53 % des 15-24 ans et 42 % des 25-34 ans. Ils continuent à lire, mais plus avec la même application... ou peut-être ont-ils développé un don que leurs aînés ne sollicitaient pas.

Rebond de lecture aux Etats-Unis

On rapprochera ces constats mitigés de ceux dressés par l'US Bureau of Labor Statistics : le temps quotidien que les Américains de plus de 15 ans consacrent à la lecture a plongé de 21,9 à 18,3 minutes de 2003 à 2010, puis à 16,2 minutes en 2025. Mais cette désaffection n'est pas due aux tranches d'âges les plus jeunes, qui lisent davantage aujourd'hui que dans les décennies passées. Les 15-24 ans sont passés de

8,4 minutes en 2003, 7,8 minutes en 2016 puis 11,7 minutes en 2022. Les 25-34 ans, pour leur part, sont passés de 9,6 minutes en 2003 à 9 minutes en 2016 puis 10,2 minutes en 2025 ! La population états-unienne qui abandonne la lecture est – c'est contre-intuitif – ceux de 65 ans et plus : ce sont de grands lecteurs, ils y passaient en moyenne 58,5 minutes chaque jour en 2003, ils n'y consacraient plus que 32,4 minutes en 2025. Décidément, on scrutera avec attention les résultats de la prochaine enquête belge francophone.

Mais l'enquête que réalise en ce moment la Fédération Wallonie-Bruxelles ne sera pas immédiatement comparable aux autres. « La particularité de notre enquête est de mettre la lecture de fiction au centre du dispositif », explique Kim Archambeau, chargée de projets à la direction de la recherche de l'administration générale de la culture. Autre orientation de cette recherche : l'étude conjointe « des pratiques, représentations, freins et leviers (à la lecture de fiction) ainsi que l'environnement social ». L'éclairage sera donc un peu différent de celui réalisé par l'Observatoire des politiques culturelles.

La Libre BELGIQUE

La gratuité scolaire sera insuffisante selon la Ligue des familles

COÛT MOYEN D'UNE ANNÉE SCOLAIRE

Coût et % des élèves qui paient ces frais	MATERNEL	PRIMAIRE 1-2-3	PRIMAIRE 4-5-6	SECONDAIRE GÉNÉRALE DE TRANSITIONS ET COMMUN	SECONDAIRE TECHNIQUE DE QUALIFICATION	SECONDAIRE PROFESSIONNEL
Petit matériel	65 € (22 %)	68 € (39%)	102 € (83 %)	151 € (96%)	151 € (96%)	151 € (96%)
Cartable et plumier	53 € (55 %)	106 € (66%)	106 € (66%)	105 € (62%)	105 € (62%)	105 € (62%)
Matériel de sport, gym natation	38 € (57 %)	71 € (92%)	71 € (92%)	90 € (83%)	90 € (83%)	90 € (83%)
Manuels et livres	59 € (7 %)	68 € (19%)	58 € (49%)	156 € (85%)	150 € (84%)	150 € (84%)
Matériel informatique	/	324 € (9 %)	324 € (22%)	333 € (73%)	333 € (73%)	333 € (73%)
Matériel spécifique à l'option qualifiante	/	/	/	/	266 €	319 €

Selon une enquête de la Ligue des familles, les écoles demandent en moyenne 102 euros de petit matériel scolaire aux parents pour les 4^e, 5^e et 6^e primaires.

Le mécanisme de gratuité des fournitures scolaires s'applique dès la rentrée aux 4^e et 5^e primaires.

Combien coûte la rentrée scolaire en Fédération Wallonie-Bruxelles? Comme chaque année à pareille époque, La Ligue des familles a voulu en faire l'estimation la plus fine. Elle a enquêté auprès de 1 146 familles en leur demandant le montant des frais de scolarité qu'elles avaient dû payer par niveau d'enseignement et par filière à la rentrée 2025-2026.

Selon ses résultats, l'année dernière, les écoles demandaient en moyenne 102 euros de petit matériel scolaire (cahier, classeurs, crayons, intercalaires...) aux parents pour les 4^e, 5^e et 6^e primaires, pour qui la gratuité des fournitures n'était pas encore d'application^(*).

À partir de cette rentrée 2026-2027, le principe de la gratuité scolaire sera étendu aux 4^e et 5^e primaires, mais le montant promis pour chaque élève sera réduit fortement. Alors que, jusqu'à l'année dernière, les écoles primaires recevaient 77 euros par enfant, la FWB fournira désormais 29 euros par élève aux établissements pour financer ce nouveau mécanisme. Pour parvenir à couvrir les 102 euros de petit matériel scolaire demandés en moyenne, il restera donc 73 euros à trouver. "Vingt-neuf euros de subvention pour une dépense moyenne de 102 euros, il y a quelque chose qui coïncide", fait remarquer la Ligue des familles.

À cela s'ajoute le constat que, l'an dernier, la moitié des écoles ont demandé des manuels et li-

vres scolaires en fin de primaire pour un coût moyen de 57 euros supplémentaire par enfant. "Où les écoles iront-elles chercher ces moyens?", s'inquiète Madeleine Guyot, directrice générale de la Ligue des familles.

Du matériel neuf si nécessaire

Plus de 90% des familles réutilisent déjà du matériel scolaire d'une année à l'autre, affirme l'étude. Dans la plupart des cas, les achats neufs sont seulement effectués pour remplacer des fournitures abîmées (latte ou stylo cassé...) ou épuisées (blocs de feuilles, cahiers, marqueur vide...). Mais il arrive aussi que l'école demande du matériel que l'élève ne possède pas encore (équerre, compas...).

Dans seulement 10% des cas, les parents achètent du matériel neuf simplement parce que c'est leur souhait ou celui de leur enfant, conclut l'enquête de la Ligue des familles. Difficile donc de réaliser de larges économies sur ce point. "Il faut sortir du cliché du parent qui dépense pour le plaisir pour acheter les dernières fournitures à la mode à son enfant", soutient Madeleine Guyot.

Où les écoles pourront-elles alors trouver les moyens manquants? "Il y a sans doute encore davantage de mises en commun des fournitures possibles au sein des écoles, de limitation des besoins et de réutilisation, analyse la directrice générale. Les achats groupés peuvent par ailleurs permettre des économies d'échelle. Mais c'est forcément limité. Pour financer le surplus, les écoles devront rogner sur d'autres postes importants... à moins qu'elles

augmentent d'autres frais mis à charge des parents."

Quoi qu'il en soit, la Ligue des familles suivra de près l'application de ce nouveau mécanisme de gratuité scolaire par les écoles fondamentales (enseignement maternel et primaire). Elle appelle le gouvernement à relancer une inspection systématique de l'ensemble des établissements afin d'évaluer si le financement par élève est suffisant. Dans le cas contraire, elle estime que le montant devra être remis en adéquation avec les besoins constatés.

En secondaire, des coûts élevés

En secondaire, où aucun mécanisme de gratuité des fournitures scolaires n'est d'application, les coûts sont encore plus élevés. Les familles dépensent ainsi en moyenne 151 euros de petit matériel par enfant en secondaire, 150 euros de manuels scolaires et 79 euros de photocopies, ressort-il de l'étude de la Ligue des familles. Le matériel informatique et l'équipement nécessaire à l'enseignement technique et professionnel représentent par ailleurs les frais les plus importants en secondaire. S'appuyant sur ce constat chiffré, la Ligue des familles plaide également pour une planification de l'extension de la gratuité des fournitures scolaires à l'enseignement secondaire.

Caroline Vandenabeele

→ (*) Les tenues de gymnastique et de natation, les cartables et les plumiers sont, eux, toujours à la charge des parents.

L'année dernière, les écoles demandaient en moyenne 102 euros de petit matériel scolaire aux parents pour les 4^e, 5^e et 6^e primaires.

Face au changement climatique, les agriculteurs wallons demandent de l'aide

■ En Wallonie, la Fédération wallonne de l'agriculture (FWA) réclame l'accélération d'un dispositif bien précis, déjà d'application en Flandre.

L'été 2026 met une nouvelle fois les agriculteurs européens à rude épreuve. Les vagues de chaleur, la sécheresse prolongée et les incendies à répétition fragilisent les cultures et font craindre des récoltes nettement inférieures aux attentes dans plusieurs régions. Dans le sud de l'Allemagne, les agriculteurs tirent la sonnette d'alarme: les récoltes sont faibles, voire nulles pour certaines cultures, comme les céréales, par exemple. Alors qu'il y a eu très peu de précipitations sur ces terres agricoles depuis le début de la saison, certains pays mettent en place des dispositifs d'aide. En France, par exemple, le gouvernement réfléchit à la mise en place de "prêts sécheresse" pour permettre aux agriculteurs ayant perdu le fruit de leur travail de faire face à leurs difficultés financières.

En Wallonie, la Fédération wallonne de l'agriculture (FWA) réclame quant à elle l'accélération d'un autre dispositif, déjà d'application en Flandre.

Une perte de "calibre"

"On espère qu'il pleuve", lance d'emblée Lucie Darms, conseillère climat à la FWA. "S'il pleut de manière régulière d'ici à la récolte, on pourra peut-être s'en sortir...", continue-t-elle.

Mais dans les faits, les conséquences de la sécheresse ne se traduisent pas uniquement par une diminution des rendements. Elles affectent aussi la qualité et le calibre des récoltes. La Fédération affirme dès lors que, cette année, environ 43 % des pommes de terre sont considérées comme étant de "gros calibre", contre 83 % l'année dernière. Une différence considérable qui illustre les difficultés rencontrées par les tubercules pour se développer correctement lorsque l'eau vient à manquer.

Pour les betteraves, une diminution d'environ 20 % du rendement est actuellement estimée. Une baisse qui reste toutefois limitée grâce aux bonnes conditions rencontrées au printemps, qui avaient permis aux cultures de bien démarrer les récoltes.

Le maïs est lui aussi particulièrement exposé. Les pertes pourraient être relativement importantes, mais sont très variables d'une parcelle à l'autre. La Fédération estime donc actuellement, avec prudence, entre 20 et 30 % de pertes en moyenne. Certaines parcelles, qui ont bénéficié de davantage d'eau au mois d'août, pourraient limiter les pertes à environ 10 %, tandis que celles ayant souffert d'un manque d'eau plus important pourraient atteindre 40 % de pertes.

Une assurance "multirisque"

Pour Lucie Darms, la réponse aux aléas climatiques ne peut toutefois pas se limiter à des aides ponctuelles accordées après chaque catastrophe, comme ce qu'on voit en France par exemple.

"Cela fait longtemps que nous nous posons la question de comment aider les agriculteurs par rapport au dérèglement climatique de manière générale, autant concernant les sécheresses que les inondations. Nous aimerions que le gouvernement se positionne pour une assurance multirisque climatique", explique la conseillère.

Le raisonnement de la FWA s'appuie notamment sur l'évolution des risques auxquels sont confrontées les exploitations. Car si les difficultés actuelles sont liées au manque d'eau, il y a quelques années à peine, certaines

exploitations wallonnes étaient confrontées à l'excès inverse. Pour rappel, les inondations de juillet 2021 avaient causé des dégâts considérables dans plusieurs régions de Wallonie.

"On veut plutôt trouver des solutions sur du long terme, et donc ce système assurantiel nous paraît une meilleure idée", continue Lucie Darms. "Mais sans aide du gouvernement, il est impossible pour les agriculteurs de payer ces assurances." La conseillère affirme toutefois que la mise en place de ce système reste difficile.

Du côté du cabinet de la ministre wallonne de l'Agriculture, Anne-Catherine Dalcq (MR), on affirme toutefois que face à la multiplication des épisodes météorologiques extrêmes, "différents outils de gestion des risques sont à l'analyse". Le cabinet affirme également bien analyser ce système d'assurance "en tenant compte de leurs limites".

La Flandre a déjà franchi le pas

Mais de l'autre côté de la frontière linguistique, les agriculteurs flamands, eux, peuvent déjà bénéficier de ce type d'assurance.

En effet, depuis le 1^{er} janvier 2020, le gouvernement flamand aide les agriculteurs à se protéger contre les risques liés au climat grâce à une subvention. L'agriculteur peut ainsi souscrire à une assurance auprès d'un assureur privé et payer une prime, que le gouvernement peut ensuite prendre en charge jusqu'à 65 %.

Toutefois, selon le cabinet de la ministre wallonne de l'Agriculture, les souscriptions diminuent chaque année, ce "qui invite à la prudence quant à l'évolution des coûts des primes, au niveau d'intervention publique et à la couverture effective des risques".

Le fonds des "calamités"

En Wallonie, toutefois, un fonds existe déjà appelé le "fonds des calamités agricoles". Celui-ci permet d'indemniser les agriculteurs lorsque leurs cultures sont dévastées ou que leur élevage est décimé à la suite d'une catastrophe naturelle.

Mais ce mécanisme fonctionne comme un dispositif d'indemnisation après sinistre. Il ne constitue donc pas une "assurance climatique classique" souscrite par un agriculteur avant la saison. Toutefois, le cabinet de la ministre affirme "travailler en parallèle à une réforme du fonds des calamités agricoles pour simplifier les procédures et les adapter aux réalités d'aujourd'hui". Reste à voir si un terrain d'entente pourra être trouvé.

Juliette Vandestraete

